

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

L'exaltation des "principes" qui

DANS ses traditionnels vœux à la Nation, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est revenu sur un des symboles qui sous-tend notre vivre-ensemble.

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN s'adressant à la Nation, le 31 décembre dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est appesanti sur "ce qui constitue notre force". "Des principes" qui fondent notre identité commune. Et notamment, l'un d'entre eux, la Devise nationale: Union-Travail-Justice. Une référence d'autant plus significative que, a indiqué le numéro un gabonais, "ces principes constituent une boussole qui guide son action", en lui indiquant "la direction à suivre pour notre pays".

Ce faisant, Ali Bongo Ondimba situe clairement son action au-delà des clivages partisans en l'arc-boutant autour de l'intérêt national. De fait, au-dessus de la mêlée, sa vision et son ambition pour le Gabon sont sous-tendues par sa détermination à ériger une société unie, méritocratique, égalitaire et équitable, tel que le sous-entend la Devise nationale.

En ce sens, Ali Bongo Ondimba a salué la solidité de nos institutions. Non sans avoir souligné que, "ce qui nous lie, est autrement plus fort que ce qui pourrait nous diviser". Et d'ajouter: "Unis nous sommes, unis nous resterons". Par là même, le chef de l'État entend œuvrer, comme par le passé, à la consolidation de l'unité nationale. En réaffirmant et en se portant garant, défenseur du caractère "uni et indivisible" de la Nation gabonaise.

Une Nation soudée, qu'il veut prospère. Une prospérité, fruit du "Travail" de tous. Des pouvoirs publics comme celui des populations. D'autant que, comme il l'avait réaffirmé, le 16 août dernier, dans son adresse à la Nation, à l'occasion de la commémoration des 59 ans de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, "un seul doigt ne peut pas laver la figure. Une seule per-

Ali Bongo Ondimba situe clairement son action au-delà des clivages partisans en l'arc-boutant autour de l'intérêt national.

sonne ne suffit pas à édifier une Nation". C'est dire que, aux yeux du chef de l'État, l'œuvre d'édification d'une nation forte et prospère réside sur le labeur de toutes ses composantes. Ce qui suppose, l'implication de tous. Et à vrai dire, il ne saurait en être autrement. Vu que les défis auxquels notre pays doit faire face, dans un environnement mondialisé et de plus en plus concurrentiel, ne sauraient s'accommoder des insuffisances qui ont caractérisé la société gabonaise.

"(...) Aujourd'hui, ce travail est encore plus déterminant, car nous vivons des temps de profondes évolutions. C'est un phénomène mondial et notre pays ne saurait y faire exception", a indiqué le président de la République.

Pour ce faire, Ali Bongo Ondimba n'a de cesse d'interpeller les uns et les autres sur la nécessité de changer véritablement de paradigme, en se débarrassant de certains comportements. Notamment l'esprit de facilité qui caractérise plusieurs de nos compatriotes. D'où sa volonté inébranlable de bâtir une société méritocratique dans laquelle, les talents et qualités des uns et des autres seront récompensés et reconnus à leur juste valeur.

Ce qui ne saurait se réaliser sans "Justice". "Il n'y a nulle société viable sans justice pour tous, sans justice équitable, a lancé le chef de l'État. Une justice qui s'entend aussi bien de la

protection sociale des franges les plus vulnérables de la population, que du respect de loi. À cet effet, a avancé Ali Bongo Ondimba, "le Gabon est un État de droit. Au Gabon, personne n'est au-dessus de la loi. Au Gabon, il n'y a pas de justice à deux vitesses. La justice est et doit être la même pour tous". Dans tous les cas, conscient de sa mission, le président de la République a laissé entendre que des solutions devront être apportées aux préoccupations des populations.

"La priorité sera toujours donnée à vos préoccupations quotidiennes: la santé, l'éducation dès le préprimaire, l'emploi avec l'objectif de résorber le chômage mais aussi le logement, les transports avec un effort inédit pour réhabiliter le réseau routier, le système de distribution d'eau et d'électricité, et la lutte contre l'insalubrité". Tout ceci, adossé à la construction de la Transgabonaise, un nouveau programme de santé à l'endroit de 400 000 enfants.

Photo: DR



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, lors de son discours à la Nation

FLORILÈGE
DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
du 1er Janvier 2020

Union :
«C'est le bien le plus précieux que nous avons en partage et que nous devons conserver.»

Travail :
«J'ai toujours voulu et toujours œuvré pour une société juste, où le travail est d'abord celui que les responsables publics doivent accomplir au service des populations.»

Justice :
«La justice, c'est la justice sociale. Le partage équitable des richesses selon un principe de solidarité, car notre pays en a les moyens et les ressources.»

© D. MOURANT MOUSSAVOU

fondent notre identité commune



"La corruption n'a pas sa place au Gabon"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

C'EST certainement l'une des phrases qui aura le plus marqué les téléspectateurs et auditeurs durant le traditionnel discours à la Nation, prononcé avant-hier par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Un phénomène jusqu'à décrié par nombre citoyens. Désormais, c'est le président de la République en personne qui se joint à la danse en déplorant avec la dernière énergie ce fléau. "Elle est un frein, un obstacle au développement de notre Nation, une gangrène et une trahison envers nos populations, qui par le suffrage universel m'ont fait confiance", a-t-il martelé. Sans vouloir influencer les investigations en cours et inhérentes à l'opération anticorruption, baptisée "Scorpion", il s'engage toutefois à traquer dans leurs derniers retranchements les auteurs de cette pratique déviante. Objectif: ne pas trahir la confiance des Gabonais. "Que celles et ceux qui s'adonneront à des pratiques répréhensibles seront tous sanctionnés, sans exception, avec une extrême sévérité, car ils tom-



Photo: F. M. MOMB

La justice a un grand rôle à jouer dans la traque des corrompus.

Pas besoin d'être demiurge pour prédire que le dard du scorpion va piquer d'autres personnes, sous peu.

Il y va de l'intérêt général. Désormais, la gestion de tous détenteurs d'une parcelle de pouvoir sera passée au peigne

beront sous le coup de la loi", prévient-il. Pas besoin d'être demiurge pour prédire que le dard du scorpion va piquer d'autres personnes, sous peu. L'heure étant au retour à l'orthodoxie au sein de l'administration gabonaise.

fin, du moins si l'on s'en tient aux propos du premier magistrat gabonais. Dans la même foulée, les passe-droits doivent également disparaître. Reste désormais à l'État via ses différents démembrés de mener le combat, annoncé par Ali Bongo Ondimba, en toute impartialité et objectivité. La lutte contre la corruption ne doit pas se transformer en chasse aux sorcières ou autres règlements de compte. Elle doit plutôt être ancrée dans les mentalités, et ce, en partant du sommet à la base vu que la corruption touche tous les pans de la société.

" La réussite, une obligation "



Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

ALI Bongo Ondimba veut des résultats. C'est ce qui ressort de son discours à la Nation du 31 décembre dernier. Face à ses compatriotes, on pouvait voir un président de la République insatisfait. D'autant que le travail que les responsables publics devraient accomplir est encore plus déterminant devant les attentes "accrues et légitimes" des populations. Ouvrant "toujours" pour une société juste, le numéro un gabonais a dit attacher une importance particulière à la culture du résultat. C'est fort de cela qu'il a appelé les gouvernants à "changer de para-

digme". Il entend par là, "passer d'une logique d'annonces, à une logique de résultats". Aussi, a-t-il orienté l'action politique. Il s'agit pour lui, "d'écouter et prendre en considération les aspirations légitimes de nos compatriotes, qui sont en réalité des choses simples". Le président de la République a ainsi insisté sur la nécessité de produire des résultats "tangibles", ce d'autant que, "les Gabonaises et les Gabonais exigent de l'efficacité". C'est soucieux des aspirations de son peuple, qu'Ali Bongo s'est engagé à la faire "scrupuleusement respecter par toutes les personnes détentrices d'une charge publique". Ces hommes et ces femmes que j'ai nommés à votre service, a-t-il précisé, "doivent en

tirer toutes les conclusions, c'est-à-dire réviser leur manière d'être, de fonctionner, et revenir à l'essentiel: travailler pour l'intérêt général". Ces instructions ont été données, à en croire Ali Bongo Ondimba, aux responsables de l'administration gabonaise en tête desquelles le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale et son équipe. Laquelle équipe a donc été mise en garde par le chef de l'Etat sur l'échec, qui ne saurait être une option. "La réussite, une obligation. Pour m'en rassurer, j'ai décidé de renforcer les mécanismes d'évaluation, tant en ce qui concerne l'action du gouvernement, que des hauts responsables au sein de l'administration", a martelé le numéro un gabonais.

Photo: DR/L'Union